



Independent observer
of the Global Fund

Les évaluations de la performance des ICN et les plans d'amélioration toujours pas rendus publics

Dans son dernier rapport, le Comité d'approbation des subventions (CAS) a recommandé d'accorder à la République Centrafricaine une subvention relative à la Tuberculose et au VIH. Le rapport mentionne, entre autres, que « les partenaires du CAS ont mis en évidence la possibilité de mettre en place une action pour renforcer l'ICN [Instance de coordination nationale]. »

Ceci nous rappelle que le Fonds mondial n'a toujours pas rendu publics les résultats des évaluations annuelles des ICN ni les plans d'amélioration mis au point pour remédier aux problèmes de performance qui auraient pu être identifiées dans les ICN.

Le 22 mars 2016 déjà, l'OFM avait lancé un appel pour que l'évaluation et l'amélioration de la performance des ICN soient rendues publiques (voir [nos commentaires](#) publiés dans l'OFM).

Il est inadmissible que cette information ne soit pas divulguée en dehors des ICN et du Secrétariat du Fonds mondial. Les ICN ne sont pas des entités privées. Elles ont été créées par les parties prenantes dans un pays donné parce que le Fonds mondial les obligeait à le faire, et elles sont responsables devant ces parties.

Ce même rapport du CAS révèle que durant les discussions sur la répartition de son allocation 2014-2016 entre les programmes, l'ICN du Sénégal avait décidé de ne pas demander de changer le montant suggéré par le Secrétariat pour le programme relatif à la tuberculose. Ceci information est nouvelle pour nous parce que le Secrétariat ne rend pas publiques la répartition finale des fonds par programmes – un nouveau coup porté à la transparence.

\

[Read More](#)
